

## SUÈDE

La croissance de la productivité est répartie à la hausse au cours des dix dernières années, aidant la Suède à réduire légèrement son écart de revenu par rapport aux États-Unis.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### Réformer les régimes d'invalidité et d'assurance maladie

Chaque jour, en moyenne, un travailleur sur huit est absent pour cause de congé maladie. Alors que les taux d'emploi ont augmenté depuis le milieu des années 90, tel n'a pas été le cas de la proportion de la population exerçant effectivement une activité, tandis que le nombre total d'heures travaillées n'a que faiblement augmenté.

**Mesures prises :** Les employeurs paient désormais une part plus importante des prestations d'assurance maladie, le système est géré de manière plus stricte, les certificats d'arrêt de travail permettent de mieux évaluer l'aptitude au travail des individus concernés et le taux de compensation a été légèrement réduit.

**Recommandations :** Veiller à ce que les réformes soient mises en œuvre comme prévu dans chaque organisme local d'assurance sociale – un objectif à la réalisation duquel contribuerait le renforcement des pouvoirs du Conseil national d'assurance sociale à l'égard des caisses locales. Traduire dans les faits la proposition visant à limiter dans le temps le versement des prestations d'invalidité en l'absence de réévaluation des besoins des bénéficiaires.

#### Réduire la présence de l'État dans l'économie

La Suède possède le secteur public le plus important de la zone OCDE, tant dans le domaine des activités commerciales que sociales. Le gouvernement central et les collectivités locales entrent donc en concurrence avec le secteur privé, qui est rarement en position de lutter à armes égales.

**Mesures prises :** Certaines communes privatisent ou externalisent des activités, mais les progrès accomplis sont lents.

**Recommandations :** Veiller à ce que le droit de la concurrence ne s'applique pas seulement en principe mais aussi en pratique au secteur public. Accroître les possibilités offertes aux entreprises privées lésées de demander réparation devant les tribunaux. Définir clairement les types d'activités auxquelles peuvent légitimement se livrer les collectivités locales et garantir des conditions de concurrence équitables. Rationaliser et renforcer les organismes de contrôle des marchés publics, et les habiliter à infliger des sanctions.

#### Réduire les coïns fiscaux sur les revenus du travail

Le poids des impôts prélevés sur les revenus du travail a un effet dissuasif sur l'offre de main-d'œuvre et réduit le rendement de l'entrepreneuriat et de l'enseignement supérieur. Cela constitue un frein à la croissance, à l'innovation et au développement du capital humain.

**Mesures prises :** Les taux d'imposition continuent à augmenter, notamment au niveau local. La réduction projetée de l'impôt national sur le revenu a été reportée, et le relèvement de la tranche supérieure de revenu a été inférieur à ce qu'il aurait dû être en application des règles normales d'indexation.

**Recommandations :** Abaisser l'ensemble des taux d'imposition marginaux sur le revenu en relevant le seuil d'application de l'impôt national sur le revenu. Élargir les bases d'imposition en restaurant puis en augmentant l'impôt sur la propriété, et en supprimant les exemptions de taxe sur la valeur ajoutée.

### Autres priorités essentielles

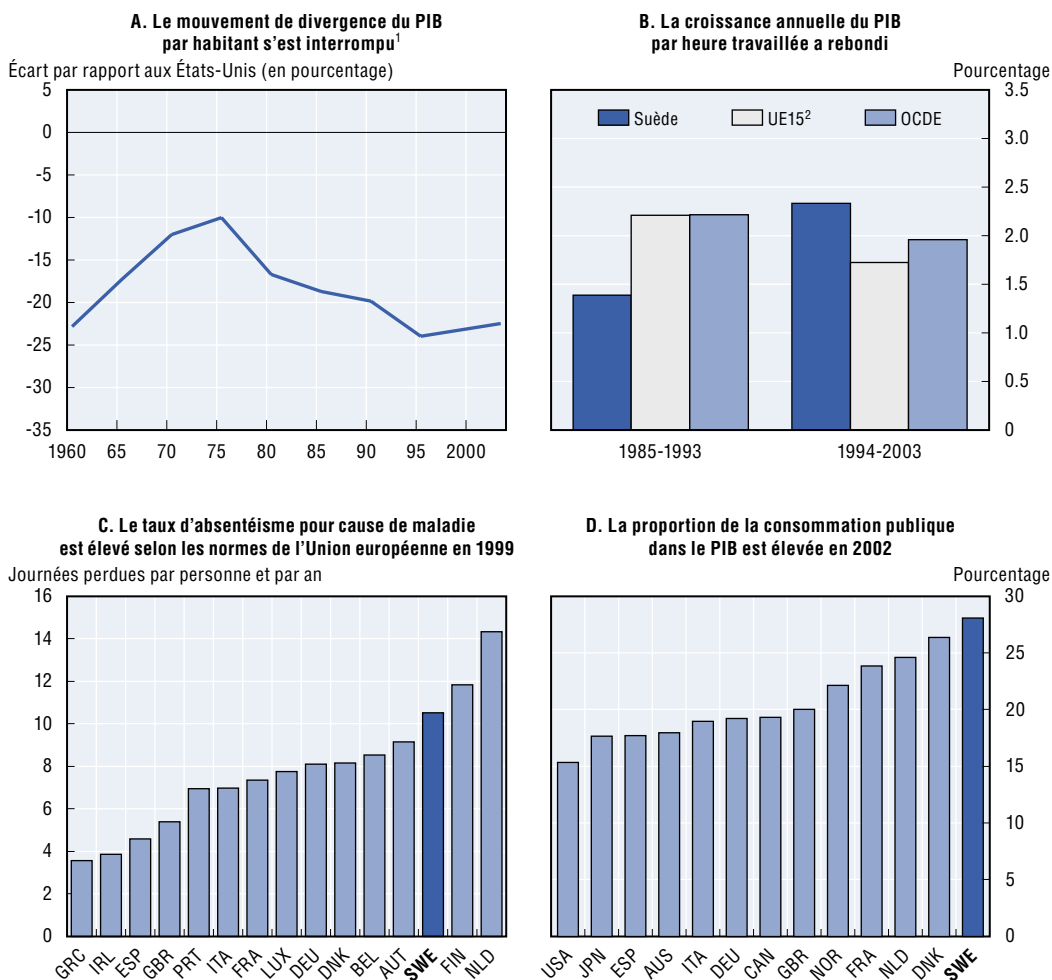
- Faire augmenter la durée du travail. Le gouvernement devrait reconsidérer ses projets qui consistent à instaurer un droit à un congé sabbatique d'un an et à introduire des programmes pilotes de réduction de la durée du travail.

- Libéraliser le marché du logement en supprimant progressivement la réglementation des loyers, et en assouplissant les règles d'urbanisme. De graves distorsions ont en effet quasiment rompu le lien entre l'offre et la demande, ce qui se traduit par des pénuries dans les zones à forte croissance et réduit la mobilité de la main-d'œuvre.

## Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	1.7	1.4	2.7	2.1
Taux d'emploi tendanciel	80.1	75.4	72.6	72.6
Taux d'activité tendanciel	81.9	79.2	76.3	76.2
Taux de chômage structurel (NAIRU)	2.2	4.8	4.8	4.7

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: Troisième enquête européenne sur les conditions de travail, 2000 ; graphique D: *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.